

Octobre 2001

ADRESSE DUCHEF DE L'ETAT A LA NATION EN RAPPORT AVEC LE DIALOGUE NATIONAL

Chers Compatriotes,

Au moment où les Congolais s'apprêtent à aller au Dialogue National, il est de mon devoir, en ma qualité de garant de l'unité nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de m'adresser à la Nation pour inviter tous les congolais à placer ces assises sous le signe de l'unité et de la concorde nationales.

Mais, avant toute chose, je voudrais saluer, la mémoire des .compatriotes qui ont versé leur sang pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

Je pense particulièrement à M'Zee Laurent Désiré KABILA et aux millions des Congolais, victimes innocentes directes ou indirectes de la guerre d'agression.

Chers Compatriotes,

A mon accession à la magistrature suprême, j'avais pris l'engagement d'œuvrer pour l'instauration de la paix et la consolidation de la communion nationale. C'est dans ce cadre qu'il convient de noter que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a relancé le processus de paix de Lusaka avec notamment une meilleure collaboration avec la MONUC d'une part, et avec le Facilitateur KETUMILE MASIRE d'autre part.

Le Gouvernement de la République s'est par ailleurs totalement investi dans les activités de désarmement des groupes armés, figurant parmi les prétextes qu'utilisent nos agresseurs pour justifier leur présence sur le territoire de la République Démocratique du Congo. De même la normalisation de la vie démocratique par la libéralisation des activités politiques est devenue effective avec la promulgation de la loi n°001 du 17 mai 2001.

Il convient également de relever les efforts importants consentis par le Gouvernement dans le but de faciliter la tenue rapide du Dialogue National, au nombre desquelles on note l'acceptation de la participation à la réunion de Gaborone des représentants des partis politiques non reconnus ainsi que des composantes non prévues à l'Accord de Lusaka.

C'est dans le même esprit que le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre les prescrits du Pacte républicain accepté par toutes les composantes aux travaux de Gaborone notamment en décrétant la libre circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, en initiant la paie des fonctionnaires des territoires sous occupation et en facilitant l'accès aux médias publics à toutes les tendances politiques et sociales.

Chers Compatriotes,

Cependant, quels que soient la bonne foi, la détermination et l'engagement du Gouvernement à mener le peuple au Dialogue, nous devons nous assurer que toutes les conditions nécessaires garantissant la réussite de ce forum auquel tout le peuple Congolais fonde son espoir sont réunies.

En effet, l'histoire politique de la République Démocratique du Congo a été jonchée de crises, de médiations et de réconciliation à répétition.

A la base de toutes ces crises on retrouve la même cause fondamentale, à savoir le déficit de légitimité qui a caractérisé la gestion politique de notre pays depuis son accession à l'indépendance.

Toutes les tentatives de règlement de ces crises ont été organisées dans un cadre restreint des politiciens, sans que n'y soit associé le peuple congolais, en privilégiant des intérêts partisans et parfois même individuels au détriment de l'intérêt général et de la population.

Elles ont, en conséquence et tout logiquement, échoué. Et au lieu de construire le pays, les politiciens congolais, ont passé, ainsi, leur temps à se disputer pour la sauvegarde des intérêts égoïstes.

Aujourd'hui, notre pays est de nouveau confronté à une crise politique que pose avec acuité l'éclosion d'une guerre d'agression complexe qui a donné naissance à une rébellion, elle-même ouvertement soutenue par une fraction de l'opposition politique interne.

Chers Compatriotes,

Je voudrais vous rappeler que le Dialogue National n'est pas la première négociation politique qui réunit les politiciens congolais.

En effet, avant Addis-Abeba, il y a eu les conférences de Tananarive, de Léopoldville, de Cocquithville et le conclave de Lovanium en 1961, la conférence nationale souveraine de 1992, les concertations du Palais du Peuple en 1993-1994. Toutes ces rencontres politiques congolaises se sont déroulées selon un schéma identique et ont produit des résolutions semblables.

En effet, réunissant quelques individus se prévalant eux-mêmes d'une certaine représentativité qui ne découlait pas cependant des urnes, elles ont toutes débouché sur le partage du pouvoir et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Le premier de ces gouvernements, issu du conclave de Lovanium est resté au pouvoir jusqu'en 1964; toutefois, il a sombré dans une crise interne dès 1962 et son action controversée a provoqué la rébellion muleliste et la rébellion des simba en 1964.

Le Gouvernement issu de la Conférence Nationale Souveraine a fonctionné exactement trois mois, avant qu'il ne soit révoqué avec fracas par le Président Mobutu au terme d'un conflit quasi permanent entre le Chef de l'Etat et son Premier Ministre.

Celui instauré à l'issue des concertations du Palais du Peuple, en 1994 a été renversé en 1997 par le Haut Conseil de la République-Parlement de Transition après un règne de trois années marquées par une cohabitation difficile entre les ministres de la mouvance présidentielle et ceux de l'opposition.

Je voudrais rappeler également que chacun de ces gouvernements avait entre autres missions, celle d'organiser les élections et qu'aucun d'eux n'a pu concrétiser ce projet. Et la non organisation des élections a renforcé et exacerbé à chaque fois le déficit de légitimité qui a forcé des fractions révolutionnaires à rechercher l'accession au pouvoir par les armes.

En fin de compte, la transition qui a débuté en 1990 sous le régime du MPR-Parti-Etat se poursuivait encore en 1997 lorsque M'Zee KABILA et son armée révolutionnaire ont mis fin au régime dictatorial de Mobutu. Si l'on y ajoute la période entre 1997 à ce jour on totalise ainsi onze années de transition vers la tenue des élections.

Chers Compatriotes,

Le peuple Congolais tout entier a les yeux tournés vers le Dialogue National qui doit ramener la paix en République Démocratique du Congo en vue de la réconciliation nationale et de l'instauration d'un Etat de droit. A l'évidence, il ne peut y avoir de paix que si le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi retirent leurs forces de notre territoire national.

Autrement, que pouvons-nous attendre d'un Dialogue où nous irions discuter de l'avenir de notre pays sans une quelconque perspective de retrait des troupes rwandaises, ougandaises et burundaises de notre territoire national?

Comment comptons-nous appliquer les résolutions du Dialogue dans un contexte d'occupation?

En effet, il convient de noter que le Gouvernement et les alliés ont fourni beaucoup d'efforts perceptibles pour accélérer l'application de l'Accord de Lusaka, notamment le retrait de toutes les forces namibiennes, l'arrêt total de tout mouvement des troupes et le regroupement des groupes armés rwandais à Kamina.

Par contre, le Rwanda s'emploie à se renforcer militairement dans les territoires occupés, et à poursuivre sans désespérer le pillage des ressources naturelles dans notre pays, la ville de Kisangani n'est toujours pas démilitarisée et la chasse aux résistants congolais par les forces rwandaises devient systématique comme si une occupation définitive de l'Est du Congo était en préparation avec, hélas, la complicité de certains compatriotes. Cette situation déplorable a été fustigée par le Président du Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa dernière déclaration prononcée en date du 12 octobre 2001.

C'est pourquoi je demande, au nom du peuple Congolais, au Conseil de sécurité des Nations Unies et à la communauté internationale de s'investir sans réserve pour que d'une part les différentes résolutions adoptées dans ce conflit soient appliquées, et d'autre part qu'il décide au cours de sa prochaine réunion le déploiement rapide d'une force de maintien de la paix dans le cadre de la phase III du déploiement de la force de la MONUC.

De même, j'exige au nom du peuple Congolais que la ville de Kisangani soit démilitarisée, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Chers Compatriotes,

C'est ici qu'il convient de rappeler que l'un des objectifs que l'Accord de Lusaka assigne au Dialogue National est l'instauration d'un nouvel ordre politique, différent de celui qui a toujours régné dans notre pays.

Il s'agit d'un ordre nouveau, issu des élections libres, démocratiques et transparentes. Donc, les participants au dialogue National devront se mettre d'accord sur toutes les grandes questions qui concernent la vie d'un Etat et la gestion d'une nation; à savoir notamment: la forme de l'Etat, le régime politique, la nature de notre économie, la reconstruction nationale. Ils devront aussi au cours des travaux du Dialogue National s'atteler à mettre en place rapidement le dispositif qui permettra la tenue des élections dans les meilleurs délais sous la conduite d'une commission nationale indépendante et avec le concours de la communauté internationale.

Toutes les questions relatives à l'identification des nationaux, au recensement, à l'établissement des listes des électeurs, à l'organisation du référendum et à la tenue des élections doivent être examinées minutieusement et leurs mécanismes mis en place immédiatement après.

C'est à l'issue des élections libres, démocratiques et transparentes que le peuple Congolais, ayant choisi ses dirigeants, mettra fin à la guerre de légitimité. Tous les acteurs politiques, du sommet à la base, devront par conséquent se soumettre à la sanction populaire.

Chers Compatriotes,

Le Dialogue National est également un cadre de réconciliation nationale, il doit en conséquence revêtir un caractère inclusif en prenant en compte toutes les composantes politiques et sociales congolaises comme d'ailleurs le recommande l'Accord de Lusaka lui-même.

Aujourd'hui, l'histoire donne l'occasion aux politiciens congolais, à travers le Dialogue National, de prendre leurs responsabilités pour ne plus retomber dans les erreurs du passé caractérisées; comme je l'ai dit plus haut, essentiellement par l'exclusion et la marginalisation du peuple Congolais au profit des intérêts égoïstes.

Pour rompre avec le passé et préserver le caractère inclusif du Dialogue National, il faut éviter à ce que celui-ci ne puisse porter les germes de la contestation de ses résolutions pour ne pas compromettre ainsi les chances d'une réelle réconciliation nationale.

Il apparaît actuellement que certaines composantes sociales et politiques reconnues par tous les participants aux travaux du comité de suivi à Nairobi sont encore exclues du processus du Dialogue National. Il s'agit des forces d'autodéfense populaire combattantes Maï-Maï, des confessions religieuses, de certaines fractions de l'opposition politique interne et externe ainsi que les groupes dissidents de la rébellion.

Au regard de ce qui précède et pour que les assises d'Addis-Abeba soient différentes des autres rendez-vous manqués de l'histoire de notre pays, il s'avère nécessaire de les préparer minutieusement afin de vider les questions importantes encore en suspens. Je prendrai le temps de m'adresser particulièrement aux participants au Dialogue National au démarrage des négociations proprement dites le moment venu.

Chers Compatriotes,

Maintenant que la situation sur le terrain a montré les limites de la logique militaire, aujourd'hui que toutes les parties congolaises à l'accord de Lusaka ont compris que la seule voie légitime pour accéder au pouvoir passe par la sanction populaire c'est-à-dire les élections, il nous appartient d'oublier le passé et de regarder ensemble vers l'avenir.

Je profite de cette occasion pour inviter les acteurs politiques, les représentants du MLC et du RCD, les responsables de la société civile à se joindre à moi pour bâtir ensemble un Congo nouveau, meilleur à tous points de vue et où il fera bon vivre.

Je salue ici ceux de nos compatriotes qui ont décidé de rentrer au pays sous garantie de sécurité fournies par le Gouvernement. J'exhorte ceux qui hésitent encore à le faire en vue de participer à l'action de la reconstruction nationale.

Chers Compatriotes,

Je terminerai mon adresse en rappelant que dans mon discours d'investiture j'avais souligné que: « l'Armée dont je suis l'émanation, n'a pas pour vocation d'accaparer le pouvoir, mais a la responsabilité de garantir la stabilité de celui-ci et d'assurer l'intégrité du territoire national.

Une fois la paix retrouvée et l'intégrité territoriale restaurée, mon action consistera à préparer des élections libres et transparentes, pour amener le peuple à se choisir, lui-même, un chef qui présidera aux destinées de ce pays.

Notre pays traverse l'une des plus douloureuses crises de son histoire. Mais je crois que, tous ensemble, nous la surmonterons, car nos ennemis n'ont pas réussi à briser l'essentiel: notre courage, l'amour que nous vouons à notre patrie, à l'unité de ce grand Congo que

LUMUMBA conduit à l'indépendance et pour lequel le Président de la République, M'Zee Laurent Désiré KABILA, lutta jusqu'à sa mort tragique».

Que Dieu bénisse et protège la République

Démocratique du Congo !

Je vous remercie.